DÉCISION DCC 25-276 DU 06 NOVEMBRE 2025

La Cour constitutionnelle,

Saisie par requête en date à Cotonou, du 09 septembre 2024, enregistrée à son secrétariat, le 18 septembre 2024, sous le numéro 1874/340/REC-24, par laquelle monsieur Prosper ALLAGBE, 01 BP : 6160 Cotonou, téléphones : 01 96 78 69 50 /01 94 59 14 61, email : allagbelawin@yahoo.fr, forme un recours contre le gouvernement pour inconstitutionnalité de la délivrance de l'autorisation d'exercer le métier d'enseignant à des personnes non bénéficiaires d'une formation à l'école normale ;

VU la Constitution ;

VU la loi n°2022-09 du 27 juin 2022 portant loi organique sur la Cour constitutionnelle, telle que modifiée par la loi n°2025-18 du 25 juillet 2025 ;

VU le règlement intérieur de la Cour constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

Ouï madame Aleyya GOUDA BACO en son rapport ;

Après en avoir délibéré ;

Considérant qu'au soutien de son recours, le requérant expose que l'État banalise la formation professionnelle des enseignants en délivrant l'autorisation d'enseigner à des personnes non bénéficiaires d'une formation à l'école normale ;

Qu'il indique que l'État tente de corriger cette banalisation de la formation professionnelle des enseignants à travers des séances d'animation pédagogique ;

Qu'il fait observer que cet état de fait crée beaucoup de préjudices et serait la source des irrégularités observées dans le secteur éducatif ;

Qu'en conséquence, il demande à la Cour, sur le fondement de l'article 35 de la Constitution, de déclarer inconstitutionnelle l'attitude de l'État ;

Qu'en réplique aux observations du Ministre des enseignements maternel et primaire, il maintient ses moyens et sa demande et sollicite de la Cour de déclarer le recours recevable ;

Considérant qu'en réponse, le Ministre des enseignements maternel et primaire explique que, dans le but de contrôler les écoles privées, qu'il est fait obligation à tout citoyen désireux d'exercer le métier d'enseignant, d'obtenir une autorisation conformément aux dispositions des articles 42 et 43 du décret n°2007-279 du 16 juin 2007 fixant les conditions générales de création ou d'ouverture, d'extension, de scission, de gémination, de transfert, de fermeture, de changement de dénomination et de fonctionnement des établissements privés des enseignements maternel et primaire ;

Qu'il précise qu'en délivrant l'autorisation d'enseigner aux personnes non bénéficiaires d'une formation initiale de l'école normale, l'État entend leur donner une chance d'exercer ce métier ;

Qu'il relève que, pour renforcer leurs capacités, son département ministériel organise, à l'intention de ces bénéficiaires, des formations continues professionnelles et diplômantes, des conférences pédagogiques ainsi que des formations spécifiques à travers ses structures techniques telles l'Institut National pour la Formation et la Recherche en Éducation (INFRE) et l'initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (Ifadem) ;

Qu'il demande à la Cour de débouter le requérant de son action et de dire qu'il n'y a pas violation de la Constitution ;

Vu les articles 3, alinéa 3, 114, 117, 120 de la Constitution et 29, alinéa 6, de la loi n°2022-09 du 27 juin 2022 portant loi organique sur la Cour constitutionnelle, telle que modifiée par la loi n°2025-18 du 25 juillet 2025 ;

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 114 de la Constitution : *« La Cour constitutionnelle est la plus haute Juridiction de l'État en matière constitutionnelle. Elle est juge de la constitutionnalité de la loi et elle garantit les droits fondamentaux de la personne humaine et les libertés publiques (...) » ;*

Que l'article 117 de ladite Constitution prescrit : *« La Cour constitutionnelle statue obligatoirement sur (...) la constitutionnalité des lois et des actes réglementaires censés porter atteinte aux droits fondamentaux de la personne humaine et aux libertés publiques en général, sur la violation des droits de la personne humaine (...) » ;*

Que l'article 120 de la même Constitution prévoit : *« La Cour constitutionnelle doit statuer dans un délai de quinze jours après qu'elle a été saisie d'un texte de loi ou d'une plainte en violation des droits de la personne humaine et des libertés publiques (...) » ;*

Qu'en outre, l'article 3, alinéa 3, de la même loi fondamentale énonce : *« Toute loi, tout texte réglementaire et tout acte administratif contraires à ces dispositions sont nuls et non avenus. En conséquence, tout citoyen a le droit de se pourvoir devant la Cour constitutionnelle contre les lois, textes et actes présumés inconstitutionnels »* ;

Que, par ailleurs, l'article 29, alinéa 6, de la loi n°2022-09 du 27 juin 2022 portant loi organique sur la Cour constitutionnelle, telle que modifiée par la loi n°2025-18 du 25 juillet 2025 dispose : *« Lorsqu'à l'examen d'une requête, la Cour s'aperçoit que celle-ci a pour condition ou pour effet un contrôle de la légalité, elle se déclare incompétente » ;*

Qu'il résulte de ces dispositions que juge de la constitutionnalité des lois et garante des droits fondamentaux, la Cour est compétente pour, non seulement assurer le contrôle de constitutionnalité des lois,

règlements et actes, mais également statuer sur les plaintes, en violation des droits de la personne humaine et des libertés publiques ;

Qu'en l'espèce, il ressort des éléments du dossier que la demande du requérant tend à faire apprécier, par la haute Juridiction, les modalités de délivrance de l'autorisation d'enseigner à une certaine catégorie de personnes non bénéficiaires d'une formation à l'école normale ;

Que l'examen d'une telle demande revient, en réalité, à contrôler l'application du décret n°2007-279 du 16 juin 2007 fixant les conditions générales de création ou d'ouverture, d'extension, de scission, de gémination, de transfert, de fermeture, de changement de dénomination et de fonctionnement des établissements privés des enseignements maternel et primaire ;

Que la Cour, juge de la constitutionnalité et protectrice des droits fondamentaux de la personne humaine, ne saurait en connaître sans excéder ses prérogatives telles que définies et délimitées par les articles 114 et 117 de la Constitution ;

Qu'il échet qu'elle se déclare incompétente ;

EN CONSEQUENCE,

Est incompétente.

La présente décision sera notifiée à monsieur Prosper ALLAGBE, au Ministre des enseignements maternel et primaire et publiée au Journal officiel.

Ont siégé à Cotonou, le six novembre deux mille vingt-cinq ;

Messieurs	Cossi Dorothé	SOSSA	Président
	Nicolas Luc A.	ASSOGBA	Vice-Président
	Mathieu Gbèblodo	ADJOVI	Membre
	Vincent Codjo	ACAKPO	Membre
	Michel	ADJAKA	Membre

Madame Aleyya GOUDA BACO Membre

Le Rapporteur,

Aleyya GOUDA BACO.-

REPUBLIQUE DU BENIN - COUR CONSTITUTIONNELLE
LE GREFFE

Le Président,

Cossi Dorothé SOSSA.-